

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 21/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ETABLISSEMENT LAZARE TABAK SARL**

264 -270 RUE DE MEAUX  
93410 Vaujours

Code AIOT : 0007408145

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2023 dans l'établissement ETABLISSEMENT LAZARE TABAK SARL implanté 264 RUE DE MEAUX 93410 Vaujours. L'inspection a été annoncée le 02/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée afin de constater les conditions de réalisation des mesures des émissions sonores car suite à la précédente visite du 18/01/2023, l'exploitant a très rapidement fait intervenir un bureau d'étude acoustique et prévenu l'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT LAZARE TABAK SARL
- 264 RUE DE MEAUX 93410 Vaujours
- Code AIOT : 0007408145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAZARE TABAK SARL exerce sur son site, d'une superficie de 8 500 m<sup>2</sup> environ, des activités de tri, transit de déchets métalliques (métaux ferreux et non ferreux) et de déchets dangereux (batteries). L'environnement du site est mixte, il est bordé à l'est par l'installation PLACOPLATRE et à l'ouest par un lotissement comprenant de nombreuses habitations individuelles.

Les activités de tri et de stockage se déroulent sur 3 500 m<sup>2</sup>, soit sous le bâtiment, pour les métaux de valeur, soit en extérieur. Les apports de déchets sont réalisés par des entreprises spécialisées de collecte et des producteurs initiaux (entreprises de démolition, artisans, particuliers). L'exploitant a récemment mis en place un espace dédié pour le déchargement des particuliers (sous le bâtiment). Environ cinq personnes sont présentes sur le site. Les horaires d'ouverture, qui sont les suivants : 08h00 - 12h00 / 13h00 - 18h00 du lundi au vendredi, 08h00 / 12h00 le samedi.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Le chef de chantier nous informe que des travaux doivent être réalisés à l'entrée du site pour remédier aux "nids de poules" situés devant le portail du site. Ceci permettra d'éviter les chocs bruyant lors du passage des poids lourds.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesure émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article 2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La réalisation de la mesure des émissions sonores s'est réalisée dans les conditions représentative de l'activité du site.

#### **Informations complémentaires aux propositions de l'inspection :**

Postérieurement le 10 février 2023, l'Inspection a été destinataire du rapport de mesure n° 202 301 022 "Rapport de mesures acoustiques environnementales relative aux ICPE du 10/02/2023" de la société Alfacoustic. **Les conclusions de ce rapport montrent la conformité du site au regard de la réglementation ICPE pour les émissions sonores.**

**Ce rapport annule donc les conclusions du rapport du 06/02/23 proposant un AP de MED.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesure émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance émissions sonores
<p><b>Constats :</b> L'objet de l'inspection est de vérifier la réalisation des mesures des émissions sonores par la société ALFACOUSTIC.</p> <p>L'Inspection est arrivée sur site vers 14h. Après une courte réunion sur le site avec le chef de chantier et l'ingénieur de la société ALFACOUSTIC, ce dernier a procédé à la mise en place de microphones de mesures. Le premier à 14h25 sur un terrain en friche entre le 54 et le 58 rue Victor Hugo. Un deuxième micro est posé ensuite dans le jardin du pavillon situé au 262bisa rue de Meaux.</p> <p>Le site est ensuite mis à l'arrêt d'activité pour mesurer les émissions sonores résiduelles. Ensuite le site est remis en activité pour mesurer les émissions sonores en période d'activité et enfin les microphones de mesure sont positionnés sur le site pour poursuivre la prise de mesure.</p> <p>Pendant les mesures en activité, il est constaté par l'Inspection la mise en œuvre du grappin et de la presse cisaille, des ferrailles diverses sont manipulées, chargées dans la presse cisaille, cisailées, remises en tas. Des camionnettes et petits camions bennes déversent de la ferraille, des chargements / déchargements de bennes sont réalisés.</p> <p>Lors d'un cisailage un bruit sourd a pu être entendu cela correspond à la compression cisailage de ferraille plus épaisse (type IPN).</p> <p>L'activité dans le hangar se poursuivait également.</p> <p>L'Inspection constate que la presse cisaille est placée de telle sorte que le moteur de celle-ci soit dirigé vers l'arrière du site.</p> <p>Pour l'Inspection l'activité réalisée sur le site pendant la prise de mesure est représentative de l'activité normale attendue sur le site. Le rapport de contrôle sera transmis à l'Inspection sous une quinzaine de jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet